

22-10-1996

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 29 août 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président

messieurs MOORAT et LURQUIN, madame SOUGNE, membres
effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président

messieurs BOES et MEEUS, membres effectifs

Madame OP DE BEECK, membre suppléant

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration

monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration,
adjoint bilingue

28.042/I/PF
CV/DV

Par lettre du 29 février 1996, le ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet de deux projets d'arrêté royal:

- l'un déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), les grades des agents des établissements scientifiques relevant du ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture, qui constituent un même degré de la hiérarchie;
- l'autre portant fixation des cadres linguistiques de ces établissements scientifiques.

Sur la base des articles 43, § 3, 5^{ème} alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des L.L.C., la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ces projets en ses séances des 28 mars et 29 août 1996 et a émis, en cette dernière séance, à l'unanimité, l'avis suivant.

*

*

*

Les établissements scientifiques ont subi une importante réforme. Dans la nouvelle structure, ils sont rattachés à la Direction générale "Recherche et Développement" du ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture, et sont groupés en 5 centres:

- le Centre d'Etude et de Recherches vétérinaire et agrochimique qui reprend les compétences, missions et obligations de l'Institut national de Recherches vétérinaires et l'Institut de Recherches chimiques, tous deux supprimés;
- le Jardin botanique National de Belgique;
- les Centres de Recherches agronomiques de Gembloux et de Gand;
- le Centre d'Economie agricole anciennement Institut économique agricole.

Un nouveau cadre organique global a été fixé par l'arrêté royal du 23 juin 1995 (Moniteur belge du 23 août 1995); il a obtenu l'accord commun des ministres du Budget et de la Fonction publique les 10 février et 19 mai 1995.

Les organisations syndicales ont été consultées sur les 2 projets d'arrêté royal.

1. Degrés de la hiérarchie

Le personnel des établissements scientifiques de l'Etat comporte d'une part, le personnel scientifique et d'autre part, le personnel non-scientifique.

1. Le personnel scientifique.

Le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat a été fixé par l'arrêté royal du 21 avril 1965.

Le personnel scientifique y est réparti en personnel non-dirigeant et personnel dirigeant.

- Les fonctions non-dirigeantes comprennent 3 rangs, constituant la carrière scientifique:
 - Rang A: les grades de: attaché, assistant, premier assistant.
 - Rang B: le grade de: chef de travaux.
 - Rang C: le grade de: chef de travaux agrégé.

La promotion successive d'un agent à ces différents rangs est basée sur son ancienneté scientifique, ainsi que sur ses titres et mérites; elle ne dépend pas d'une vacance d'emploi.

- Les fonctions dirigeantes comprennent 3 degrés:
 - Degré III: chef de section, conservateur, conservateur des cultures;
 - Degré II: directeur de station, chef de département;
 - Degré I: directeur

Le degré III est accessible aux agents des 3 rangs de la carrière scientifique. Pour être nommé aux degrés I et II, il faut avoir atteint le rang B de la carrière scientifique.

- La carrière scientifique peut-être considérée, sur le plan administratif, comme une carrière plane. En effet, la promotion au rang supérieur ne dépend pas d'une vacance, mais elle est basée sur l'ancienneté scientifique, les titres et les mérites du candidat.

Par analogie avec le principe consistant à classer les grades de la carrière plane sous le grade le moins élevé de ladite carrière, les grades de la carrière scientifique doivent aussi être classés sous le grade le moins élevé de ladite carrière (dans le cas présent, au 3ième degré).

- Dans son avis n° 3.816 du 5 septembre 1974, la C.P.C.L. a estimé que les grades du personnel dirigeant doivent être répartis dans le 1er degré, sur base des attributions administratives, attachées à ces grades. La comparaison des échelles de traitements à celles de la hiérarchie administrative justifie également ladite répartition.

2. Le personnel non-scientifique

L'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel non-scientifique des établissements scientifiques de l'Etat a été modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995.

Ce dernier prévoit que le personnel est réparti en

- personnel adjoint à la recherche
- personnel de gestion
- personnel titulaire de grades particuliers.

Les grades généraux sont classés dans les rangs des niveaux 2+ à 4 et les grades particuliers sont classés dans les rangs des niveaux 1, 2+ et 2.

Les grades des 5 établissements scientifiques repris au cadre organique tel qu'il a été fixé par arrêté royal du 23 juin 1995, appartiennent aux rangs ci-après.

A. Grades généraux

<u>1. Personnel adjoint de la recherche</u>	<u>rang</u>
- N.2+ chef technicien spécialisé de la recherche	28
technicien spécialisé de la recherche	26
- N.2 1er chef technicien de la recherche	23
chef technicien de la recherche	22
technicien de la recherche	20
- N.3 technicien adjoint de la recherche	30
- N.4 garçon de laboratoire	40
 <u>2. Le personnel de gestion</u>	 <u>rang</u>
- N.2 chef d'atelier	22
premier ouvrier qualifié	20
- N.3 ouvrier qualifié	30
- N.4 ouvrier	40

B. Grades particuliers

- N.1 ingénieur industriel - chef de service	12
ingénieur industriel principal	11
ingénieur industriel	10
- N.2 inspecteur de la comptabilité agricole	25
chef comptable agricole	25

Le ministre propose de déterminer les divers grades des agents des 5 établissements scientifiques qui constituent un même degré de la hiérarchie de la façon suivante.

Personnel scientifique

1er degré: les grades de:

Directeur

Chef de département

Chef de section

3e degré: les grades de:

Attaché ou assistant ou premier assistant ou chef de travaux
ou chef de travaux agrégé

Personnel non-scientifique

3e degré: les grades de:

Ingénieur industriel-chef de service

Ingénieur industriel principal

Ingénieur industriel

4e degré: les grades de:

Technicien spécialisé de la recherche ou chef technicien
spécialisé de la recherche

5e degré: les grades de:

Premier chef technicien de la recherche

Chef technicien de la recherche

Chef d'atelier

Inspecteur de la comptabilité agricole

Chef comptable agricole

7e degré: les grades de:

Garçon de laboratoire ou technicien adjoint de la recherche
ou technicien de la recherche

Ouvrier ou ouvrier qualifié ou premier ouvrier qualifié

La C.P.C.L. n'a pas de remarque à formuler sur la proposition du ministre et émet un avis favorable sur le classement hiérarchique des grades tel qu'il est présenté.

Toutefois si la fixation réglementaire du classement hiérarchique des grades devait s'écarter du projet joint à la demande d'avis, les degrés de la hiérarchie devraient à nouveau être soumis à la C.P.C.L.

Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., aucune rétroactivité ne peut être accordée à un arrêté de degrés de la hiérarchie, sauf en cas d'application de mesures de programmation sociale et à condition qu'il n'y ait pas eu de nomination avant que la modification des degrés de la hiérarchie soit entérinée par arrêté royal.

2. Cadres linguistiques

Le ministre établit un cadre global pour le personnel des 5 établissements scientifiques.

Par lettre du 8 juillet 1996, des renseignements complémentaires ont été communiqués par le ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, en réponse aux questions posées par la C.P.C.L.

Le ministre propose la répartition linguistique suivante de 553 emplois de l'administration centrale prévus au cadre organique.

Personnel scientifique

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois			
	Cadre néerlandais	Cadre français	Cadre bilingue N F	
1	26	26	7	7
3	46	46		

Personnel non-scientifique

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois			
	Cadre néerlandais	Cadre français	Cadre bilingue N F	
3	19	19		
4	11	11		
5	26	26		
6	-	-		
7	142	141		

Le cadre organique prévoit la suppression au départ de leur titulaire de 15 emplois pour lesquels le ministre propose la répartition suivante entre les cadres linguistiques.

Personnel scientifique

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois			
	Cadre néerlandais	Cadre français	Cadre bilingue N F	
1	1	2	-	-

Personnel non-scientifique

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois			
	Cadre néerlandais	Cadre français	Cadre bilingue	
			N	F
5	2	1	-	-
7	4	5	-	-

1. Emplois de direction (degrés 1 et 2)

En ce qui concerne le cadre des emplois permanents, la répartition faite au 1er degré est conforme à l'article 43, § 3, des L.L.C. (cadres unilingue et bilingue); il n'existe pas d'emplois au 2ième degré.

En ce qui concerne le cadre des emplois en extinction le cadre organique prévoit de mettre 3 emplois en extinction au 1er degré qui sont répartis 1N-2F, ce qui est contraire à l'article 43, § 3, qui stipule qu'à partir du grade de directeur et au-dessus, les emplois sont répartis en nombre égal entre les 2 cadres linguistiques. La C.P.C.L. a rappelé plusieurs fois dans des avis antérieurs qu'une imparité d'emplois au 1er et 2ième degré est illégale et peut amener une insécurité juridique.

Sur ce point, la C.P.C.L. émet un avis négatif.

2. Emplois des degrés 3 à 7

Le ministre propose une répartition 50/50 à chaque degré de la hiérarchie. Cette répartition est justifiée par le ministre par le fait que les activités de ces établissements scientifiques s'orientant vers l'étude et la recherche scientifique, la région N et la région F revêtent la même importance.

En effet, la recherche scientifique, publique et permanente poursuivie dans ces établissements scientifiques, ne s'occupe pas de cas ou de dossiers particuliers mais au contraire cherche d'abord à trouver des réponses aux questions et aux problèmes de base fondamentaux (pédologie, génétique, biologie, ...) et aux défis posés à l'agriculture en général et aux secteurs en particulier et qui nécessitent des solutions applicables dans toutes les régions. La recherche permanente n'est donc limitée ni à une région ni à un secteur

déterminé. Ceci est à fortiori valable pour les recherches à caractère international.

Activités des établissements scientifiques

1. Centre d'étude et de recherches vétérinaires et agrochimiques (100 emplois).

Il est subdivisé en 6 départements. Il effectue des recherches scientifiques et fournit des services pour résoudre les problèmes qui concernent l'éradication des maladies du bétail, la protection de la santé humaine, la protection de la qualité des écosystèmes agricoles, la garantie de la qualité des productions animales et végétales en matière de zoonoses et de résidus et aussi la valorisation des sous-produits de l'agriculture.

2. Jardin botanique National de Belgique (92 emplois).

Il comporte 2 départements. Il a pour objectif de rassembler et d'accroître les connaissances sur les plantes (flore de Belgique et d'Afrique centrale) et de les diffuser tant dans la communauté scientifique nationale et internationale qu'auprès du grand public.

Le Jardin botanique conserve et gère des collections de plantes vivantes (plus de 18.000 espèces provenant de toutes les parties du monde), de plantes séchées (plus de 2,5 millions de spécimens provenant également du monde entier), de graines et de tissus végétaux accessibles aux chercheurs belges et étrangers.

Il possède également une importante bibliothèque de quelques 200.000 ouvrages, qui est en relation avec la Bibliothèque royale Albert 1er. Tout comme cette dernière, la bibliothèque du Jardin botanique traite des affaires d'intérêt général qui ne sont pas localisables et qui intéressent également les 2 régions linguistiques.

Le parc et les collections du Jardin botanique sont accessibles au grand public. Il accueille au moins 350.000 visiteurs par an. La billetterie, non automatisée, ne permet pas de faire la distinction entre les visiteurs francophones et néerlandophones. Les visiteurs individuels, les écoles, les cercles de pensionnés, d'amis de la nature, etc... sont accueillis indépendamment de leur appartenance linguistique et des visites guidées sont organisées à la demande et dans la langue souhaitée. Les guides sont généralement des étudiants jobistes.

Les promotions et publicités pour les manifestations et expositions botaniques qui sont régulièrement organisées, sont faites aussi bien dans les média francophones que néerlandophones.

3. Centre de Recherches agronomiques de Gembloux (152 emplois) et de Gand (152 emplois)

Chacun de ces centres comporte 7 départements et 17 sections.

Il y a une complémentarité entre les recherches entreprises à Gand et à Gembloux. Gand est orienté vers les recherches sur l'élevage intensif, le logement des animaux, les plantes fourragères, les plantes potagères et ornementales, la pêche maritime (le département est situé à Ostende), la production fromagère, alors que Gembloux s'intéresse plus spécialement aux grandes cultures, à la production de poudre de lait et de beurre, aux systèmes extensifs de production agricole, aux cultures fruitières, aux productions animales à l'herbage.

Les centres de Gand et Gembloux exécutent également certaines missions de service à caractère national qu'ils se répartissent équitablement et en proportion égale, il s'agit de:

- la guidance des organismes chargés de l'analyse de la qualité du lait;
- les essais établis en vue d'inscrire les nouvelles obtentions végétales au catalogue national;
- le contrôle des pulvérisateurs.

Le nombre et l'importance des missions, ainsi que les volumes de recherches y afférents sont sensiblement les mêmes à Gembloux et à Gand.

C'est la raison pour laquelle un nombre égal d'emplois a été prévu respectivement à Gand et à Gembloux sur base d'une répartition 50/50 entre les 2 régions.

4. Centre d'Economie agricole (57 emplois)

Il dispose de 2 départements et de 5 sections. L'activité de cet établissement est double. En effet, dans chaque département, on peut distinguer d'une part, une activité d'élaboration et d'analyse de données concernant la situation économique de l'agriculture dans son ensemble (Département Macro-économie) ou dans ses composantes sectorielles (Département Micro-économie) et d'autre part, une activité de recherches économiques ou sociologiques qui peuvent n'intéresser qu'un des secteurs de l'activité agricole (Département Micro-économie) ou avoir une portée plus générale (Département Macro-économie).

Le volume de travail requis par les différents travaux d'élaboration des statistiques agricoles qui incombent au service central du centre n'est en rien lié à la localisation et à l'ampleur des faits observés qui sont présents, bien qu'à des degrés variables, dans toutes les régions du pays. Les recueils et les rapports statistiques font d'ailleurs systématiquement l'objet de publications bilingues ou établies dans chacune des langues nationales et lorsqu'elles contiennent des données régionales, celles-ci se rapportent à toutes les régions du pays.

CONCLUSION

1. Degrés 1 et 2:

La C.P.C.L. émet un avis négatif sur la répartition impaire des emplois en extinction au 1er degré, qui est contraire à l'article 43, §3 des L.L.C.

2. Degrés 3 à 7:

Il ressort de ce qui précède que les activités de ces établissements scientifiques sont bien toutes d'études, de conception et de recherches scientifiques: les activités de ce type ne sont ni localisées ni localisables, et intéressent de façon égale les 2 communautés linguistiques.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis favorable à la répartition équilibrée proposée par le ministre pour les degrés 3 à 7 pour l'ensemble des emplois de l'administration centrale des établissements scientifiques.

Par ailleurs, la C.P.C.L. émet un avis négatif sur la rétroactivité du projet d'arrêté royal soumis.

Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., aucune rétroactivité ne peut être accordée aux arrêtés des cadres linguistiques, sauf en cas d'application de mesures de programmation sociale et à condition qu'il n'y ait pas eu de nomination avant que la modification des cadres linguistiques soit entérinée par arrêté royal.

Le présent avis est envoyé au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises qui conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2 des L.L.C. est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 29 août 1996.

Les Secrétaires,

Le Président,

JM. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS